



*Madame la Présidente,*

*La CGT Finances Publiques 71, Solidaires Finances Publiques 71 et FO DGFIP 71 dénoncent avec la plus grande vigueur les mesures concernant l'Adaptation Structure Réseau exposées en Point 3 de l'ordre du jour de ce comité technique local.*

*Nous déplorons ce qui constitue, à ce jour, une attaque sans précédent, contre les services de proximité, les services de contrôle fiscal et les agents.*

*Nous sommes conscients que ces décisions ne représentent qu'une première étape vers d'autres adaptations de plus grande ampleur jusqu'à ce que notre service public des finances soit réduit à un ou deux pôles de compétences dans le département.*

***Toutefois, nous ne sommes pas dupes des objectifs poursuivis à travers ces restructurations : il s'agit, non pas comme il est écrit dans les documents techniques, de mettre à la disposition des usagers des services étoffés, encore moins de garantir la bonne réalisation des missions et la qualité du service attendue tant des usagers particuliers que des partenaires du secteur public local, ni de favoriser, d'ailleurs, la synergie des compétences. Si la DG était si attentive à ces points, elle n'aurait pas fait subir au réseau plus une décennie de régressions.***

***Il s'agit avant tout de dérouler la feuille de route dictée par la Direction Générale : à savoir répondre aux contraintes budgétaires qui génèrent des suppressions d'emplois et de services.***

*Par ces précautions sémantiques récurrentes, la DG -et donc la DDFIP 71- tente d'emballer ce paquet cadeau empoisonné et de persuader les derniers candidats qu'elle œuvre pour le bien de tous, citoyens et agents.*

*Et le meilleur reste à venir. Il est nécessaire de s'adapter au monde moderne nous dit-on, à nous pauvres esprits « fainéants » insensibles à la lumière libérale.*

*Et notre bon sens « d'illettrés », de « gens qui ne sont rien », nous conduit à nous interroger : si tailler à la serpette dans nos services et nos effectifs relève de la modernité, pourquoi alors se retenir ? Pourquoi alors priver les citoyens de services fusionnés, polarisés et donc performants et ne pas foncer tête baissée vers la fusion des SIE, des RAN, la constitution de centre de contacts, l'externalisation en région des services RH, la suppression des SPF, du réseau de trésoreries, etc. ? Pourquoi ne pas abandonner les territoires ruraux puisque plus personne ne veut y travailler et plus personne ne vient à nos guichets ? Pourquoi priver les agents de l'expérience enrichissante de la mobilité géographique et fonctionnelle ? Pourquoi les autoriser à formuler des choix en matière de mutations alors qu'il serait plus moderne d'en faire un bataillon d'ALD malléable et flexible ? De surcroît, en aucune manière, ce n'est pas le simulacre de dialogue social qui retiendra votre main...*

*Une nouvelle fois, nous ne pouvons que regretter le choix qui est fait de sacrifier le service public local au profit d'une polarisation. Une nouvelle fois, nous constatons que le contrôle fiscal est sacrifié. Nous savons -et vous savez- ce que cela implique en termes de pertes de*

*connaissances du tissu fiscal et de compétences avec au final une inégalité de traitement des citoyens qui se profilent.*

***Plus fondamentalement, nos organisations demandent l'arrêt des restructurations et fermetures de postes et services et l'évaluation des conséquences sur la qualité du service et les conditions de travail pour permettre à la DGFIP de pleinement répondre aux légitimes attentes des administrés et des collectivités dans le respect des conditions de travail des personnels.***

*Mâcon le 14 septembre 2017*